

Éditorial.

Géopolitique des ressources naturelles

Béatrice Giblin

Peu à peu l'humanité prend conscience que la Terre est une planète aux ressources limitées et dont l'habitabilité à moyen terme est menacée avec la proximité dans le temps d'atteindre un seuil au-delà duquel il ne sera plus possible de contrôler les conséquences négatives du dérèglement climatique. Le réchauffement actuel pourrait dépasser la vitesse de 2° C par siècle, un seuil critique pour de nombreuses espèces. C'est pourquoi les experts scientifiques alertent les responsables politiques et l'opinion publique, du moins les plus jeunes dans les pays développés, manifeste son inquiétude au point qu'on parle désormais d'éco-anxiété. Les COP sur le dérèglement climatique et la biodiversité se succèdent chaque année avec quelques annonces qui donnent à penser que les responsables politiques ont pris la mesure de la gravité de la situation. Mais les annonces sont loin d'être suivies d'effets, au mieux leur mise en œuvre a quelques années de retard et le plus souvent les objectifs chiffrés ne sont pas atteints. S'il a fallu de trop nombreuses années pour admettre le dérèglement climatique et la responsabilité des activités humaines dans son accélération, il n'est pas encore admis par tous qu'il impacte la biodiversité, du fait de la perturbation des écosystèmes, de l'acidification des océans, qui entraînent la suppression d'espèces ou au contraire la prolifération d'autres. Les aires de répartition des espèces végétales et animales se déplacent, certains cycles végétatifs s'accélèrent dont on n'a pas encore pu envisager toutes les conséquences positives et négatives celles-ci étant sans doute les plus nombreuses.

La situation est si alarmante que certains écologistes prônent la décroissance mais comment faire alors que la population mondiale continue de croître principalement dans des pays où la population aspire légitimement à une amélioration de ses conditions de vie qui ne peut se faire qu'avec un taux de croissance économique

positif? Ce qui signifie plus de production agricole pour nourrir plus de monde, donc des systèmes agricoles plus intensifs avec utilisation d'engrais et de pesticides, mais aussi plus d'énergie pour produire, se déplacer, se chauffer, donc une consommation de charbon, de pétrole, de gaz, voire de nucléaire en augmentation, l'éolien et le solaire ne pouvant suffire à les remplacer. Les énergies fossiles ont donc encore un bel avenir devant elles (voir l'article d'Augé).

Ainsi, on comprend qu'à chaque COP, les accords soient si difficiles à trouver entre les représentants des populations des pays pauvres contraintes de fait à la sobriété et ceux des populations des pays riches principales responsables du dérèglement climatique et grosses consommatrices de ressources naturelles, au point même de les gaspiller.

C'est pourquoi, bien que le diagnostic du dérèglement climatique et des menaces qui pèsent sur la biodiversité soit désormais partagé par le plus grand nombre, la répartition des efforts à faire pour les limiter fait l'objet de débats et de désaccords. Ceux-ci sont d'autant plus vifs quand les ressources naturelles localisées dans des pays encore peu développés sont exploitées par des entreprises de pays développés, le fameux « pillage du tiers-monde », la richesse des uns étant responsable de la pauvreté des autres. Même s'il y a quelque fondement à cette affirmation, l'accaparement par la petite minorité dirigeante du pays d'une grande part des richesses produites au détriment du plus grand nombre et des investissements productifs indispensables doit être néanmoins étudié dans le détail pour ouvrir la voie vers de meilleures décisions.

Croissance démographique, croissance économique au niveau mondial ne peuvent donc qu'accroître les tensions géopolitiques pour prendre ou garder le contrôle des indispensables ressources naturelles (eau, hydrocarbures, terres rares, minerais, terres agricoles, etc.). Ces tensions sont encore aggravées par l'inégale répartition géographique desdites ressources, abondantes ici, rares et même parfois inexistantes ailleurs, à laquelle s'ajoute l'inégale répartition géographique de ceux qui ont les moyens de les transformer et de les utiliser, et qui sont souvent nombreux là où ces ressources manquent, même si ce n'est pas toujours le cas à l'exemple des États-Unis.

Les cartes sont des outils efficaces pour analyser la complexité de ces situations comme le montre la prolifération des atlas qui marque l'intérêt d'un large public pour ces ouvrages mais aussi l'inquiétude ressentie face à un monde devenu plus incertain et menaçant. Désormais, nombreux sont les ouvrages et articles de géopolitique illustrés de cartes, cependant de qualité et d'intérêt inégaux. La facilité avec laquelle les cartes sont réalisées grâce à des logiciels de plus en plus performants y est sans doute aussi pour beaucoup. Néanmoins toutes les cartes ne se valent pas, encore faut-il savoir mener un raisonnement géographique-géopolitique pour comprendre l'impact, les enjeux et les rivalités d'acteurs que provoque l'exploitation des ressources naturelles.

« Cartographier les enjeux géopolitiques de l'énergie consiste à superposer sur des territoires des données énergétiques *et* des informations politiques, sociales, démographiques, économiques ou juridiques. Sans cela, une carte de l'énergie est rarement une carte géopolitique » (voir l'article d'Amsellem).

L'accélération du dérèglement climatique et ses conséquences multiples sur le monde vivant conduisent les scientifiques à modéliser les évolutions possibles de celui-ci. Or les paramètres physiques à prendre en compte sont non seulement très nombreux mais aussi très divers. Ces modèles complexes et très utiles ne prennent cependant pas en compte les aléas humains (géopolitiques ?) qui peuvent survenir et bouleverser la prévision modélisée. Comment faire pour associer ces deux approches scientifiques l'une relevant des sciences de la terre, l'autre des sciences humaines ? Question à laquelle une équipe de jeunes chercheurs tente de répondre (voir l'article de Rebière, Palle, Delannoy et Andrieu).

Parmi les ressources naturelles l'eau fait depuis longtemps l'objet d'analyses géopolitiques comme l'attestent de nombreux ouvrages. Ils traitent généralement des rivalités politiques dans la répartition du débit de fleuves et de rivières ou l'exploitation de ressources hydrauliques, rivalités entre des États dont les territoires sont traversés par un même fleuve, mais aussi au sein d'un même État entre des régions comme en Espagne. Cet intérêt ancien pour la géopolitique de l'eau s'explique par la crainte que les ressources hydrologiques deviennent insuffisantes à cause de la croissance démographique et économique qui s'accompagne d'une forte augmentation de la consommation d'eau que ce soit pour l'agriculture, l'industrie ou les usages quotidiens en particulier dans les régions arides ou semi-arides où l'irrigation est indispensable à l'agriculture. Parmi ces régions, le Moyen-Orient est celle où les guerres de l'eau sont annoncées comme les plus probables et même inéluctables, entre Israël et le Liban pour le contrôle du Litani, ou entre Israël et l'Autorité palestinienne pour le contrôle des nappes souterraines et surtout entre la Turquie, la Syrie et l'Irak traversés par deux grands fleuves, le Tigre et l'Euphrate, qui prennent leurs sources dans les monts Taurus en Turquie. La Syrie et l'Irak accusent la Turquie de capter l'eau de ces fleuves surtout de l'Euphrate sur lequel de nombreux grands barrages ont été construits et qui peuvent stocker plus d'une année entière de débit du Tigre et de l'Euphrate. La Turquie a donc la possibilité d'arrêter les débits des fleuves, arme d'une efficacité redoutable dans ces zones arides. Mais cette guerre de l'eau si elle se produisait, n'aurait pas l'eau pour principale cause mais résulterait des tensions géopolitiques qui existent de longue date entre ces États. Pour l'instant la guerre entre la Turquie et la Syrie pour le contrôle du Nord-Est syrien tenu par les Kurdes n'a pas donné lieu à un arrêt de l'écoulement de l'Euphrate même si les Kurdes ont accusé le gouvernement turc d'avoir baissé le niveau de l'Euphrate pour faire pression sur l'administration semi-autonome kurde. De même la Turquie n'a pas utilisé les barrages sur le Tigre pour

en bloquer l'écoulement et provoquer une catastrophe humanitaire en Irak même si le Kurdistan irakien apporte son soutien aux Kurdes syriens.

L'article de Charlotte Tagus aborde justement la question des enjeux de l'eau dans les zones de conflit par le biais du droit. En effet aux difficultés liées à l'accès à l'eau en temps de paix (pollutions, stress hydrique, changement climatique, sécheresse...) s'ajoute la protection de la ressource dans un contexte de guerre. La protection de l'eau en période de conflit armé est donc une question juridique importante qui est encore trop peu étudiée, malgré son caractère multidimensionnel, à travers ses multiples usages (subsistance, hygiène, agriculture, industrie, refroidissement de centrales nucléaires...), mais également parce qu'elle peut tour à tour constituer une cible, une arme ou un objectif militaire. L'eau apparaît à la fois comme un danger potentiel à éviter (l'eau comme « arme de guerre », « force dangereuse »...) et une ressource vitale à protéger en temps de conflit armé.

Les tensions géopolitiques liées au contrôle de l'eau n'affectent pas que les zones arides comme le montre l'article de Leila Oulkebous sur les enjeux géopolitiques en Asie du Sud autour du partage des fleuves transfrontaliers Gange, Indus et Brahmapoutre. Notons que les grands barrages construits ou en cours de construction sur ces grands fleuves ne font plus l'objet de controverses comme ce fut le cas jusqu'au début des années 2000, y compris par les militants écologistes, l'urgence imposée par l'accélération du réchauffement climatique a calmé les opposants aux grands barrages accusés de produire du méthane, de noyer des terres arables et de déplacer des populations parfois par centaines de milliers, voire par plus d'un million (barrage des Trois-Gorges en Chine). L'hydroélectricité, énergie durable décarbonée peu chère, a retrouvé ses vertus. C'est d'ailleurs pour cette raison que les entrepreneurs de cryptomonnaie, activité numérique énergivore lorsqu'elle est déployée à l'échelle industrielle, se sont installés en Asie centrale notamment au Kazakhstan pour disposer d'une énergie abondante et à faible coût, atouts essentiels pour faire fonctionner les ordinateurs puissants indispensables à la sécurisation des réseaux financiers alternatifs. L'autre atout des États de cette région est la corruption qui facilite grandement l'obtention des autorisations nécessaires pour les installer (voir l'article d'Estecahandy).

Les énormes quantités d'énergie que nécessitent les cryptomonnaies ne représentent que peu de chose (et quel est leur avenir ?) comparées aux immenses besoins en énergie de l'économie mondiale. Or ceux-ci ont connu une croissance exponentielle liée à la reprise économique qui a suivi la pandémie de covid ce qui a fait grimper les prix des énergies fossiles toujours les plus abondantes sur le marché, puisqu'elles représentant plus de 80 % de la production d'énergie. Cette forte demande a mis une nouvelle fois en évidence la dépendance de l'économie mondiale envers les combustibles fossiles. Les prix ont d'autant plus augmenté que, pendant la pandémie, les fournisseurs avaient réduit leur production et leurs

stocks pour s'adapter à la faiblesse de la demande, à quoi il faut encore ajouter la réduction de la consommation de charbon en Chine au profit du gaz naturel.

La crise énergétique européenne

Dans ce contexte énergétique tendu où chaque État s'empresse de remplir ses capacités de stockage pour passer l'hiver, la forte reprise de l'économie après la pandémie a fait flamber les prix de l'énergie notamment celui du gaz dont la consommation est en forte augmentation car facile d'utilisation et moins polluant que le charbon et qui dès l'automne 2021 atteint des records, soit avant même que Poutine ne déclenche la guerre en Ukraine. Face à cette hausse vertigineuse des prix le gouvernement français a décidé de mettre en place un bouclier tarifaire pour l'électricité et le gaz pour les entreprises et les particuliers afin de préserver le pouvoir d'achat et contenir l'inflation (se souvient-il de la colère des Gilets jaunes?).

La guerre en Ukraine a encore aggravé la crise énergétique dans l'UE puisque nombre d'États, au premier rang desquels l'Allemagne, sont très dépendants du pétrole et du gaz russes dont l'approvisionnement sera suspendu au cours de l'année 2023. Il faut donc rapidement et impérativement trouver d'autres sources d'approvisionnement, aubaine pour les autres pays producteurs de gaz naturel. Les États-Unis profitent à plein de ce contexte : étant les premiers producteurs de pétrole et de gaz, les sanctions imposées à la Russie ne les pénalisent en rien et ils vendent au meilleur prix leur gaz liquéfié à leurs alliés européens. Ce contexte n'est pas le plus favorable à la transition énergétique mais l'enjeu géopolitique de l'échec de l'« opération spéciale » décidée par Vladimir Poutine l'emporte sur l'urgence du réchauffement climatique (voir l'article de Rebière et Gobin).

Cette crise énergétique en Europe et l'accélération du dérèglement climatique ont favorisé le retour en grâce du nucléaire, du moins auprès d'une large partie de l'opinion publique. Les Français, depuis le grand plan nucléaire civil lancé par Pierre Messmer, Premier ministre (1972-1974) sous la présidence de Georges Pompidou, dans le but d'assurer l'autonomie énergétique du pays et achevé à la fin des années 1990, bénéficiaient d'une énergie abondante et pas chère du moins si on ne prend en compte que le prix du kilowatt/heure payé par le consommateur et non l'investissement et le coût des déchets, voire celui du démantèlement des centrales. Au vu de l'importance du parc nucléaire (en 2022, la France compte 18 centrales nucléaires et 56 réacteurs électrogènes), aucun risque de pénurie, EDF exportant son surplus d'électricité nucléaire. Cependant, les normes de sécurité devenues de plus en plus exigeantes depuis les accidents de Tchernobyl et Fukushima obligeaient la mise à l'arrêt pour révision de plusieurs centrales et les retards successifs de la construction de l'EPR (réacteur pressurisé européen) de Flamanville (dix ans de retard et un

coût quatre fois plus élevé, 13,2 milliards au lieu de 3,2 milliards) auraient pu les alerter quant aux difficultés que rencontraient les ingénieurs d'EDF. À l'hiver 2022 en pleine crise énergétique près de la moitié des centrales nucléaires étaient à l'arrêt pour révision. D'exportatrice d'électricité la France était devenue importatrice qui plus est d'une électricité carbonée ! L'accélération du dérèglement climatique et la difficulté de la France à atteindre les objectifs fixés de réduction de production de CO₂ ont convaincu le gouvernement de relancer un nouveau plan nucléaire, relance qui dans le contexte de crise énergétique n'a suscité que peu d'opposition.

L'impérieuse nécessité de diminuer la production de CO₂ fait de l'énergie nucléaire une énergie d'avenir comme le prouve le nombre de centrales en construction dans le monde (voir l'article de Lewandowski). Aussi, à la suite de la catastrophe de Tchernobyl et de celle de Fukushima, l'arrêt de la construction de nouvelles centrales nucléaires, voire plus rarement la suspension de la production d'énergie nucléaire, dans plusieurs pays de l'UE semble-t-il à contre-courant (Autriche, Danemark, Grèce, Irlande, Norvège, Pologne, Belgique, Pays-Bas, Espagne et Suède). En Allemagne le plan de fermeture des centrales avait commencé dès les années 2000 sous la pression des Verts qui participaient alors à la coalition gouvernementale, mais il s'est fortement accéléré à la suite de l'accident de Fukushima en 2011. Angela Merkel, alors chancelière, annonce la « sortie du nucléaire » définitive en 2022. Celle-ci ne posait guère de problème puisque l'Allemagne pouvait facilement remplacer l'énergie nucléaire par le gaz importé massivement de Russie à un prix très concurrentiel, sans doute avec l'aide de l'ex-chancelier Gerhard Schröder devenu après son départ de la chancellerie, membre du conseil d'administration de Gazprom. C'est d'ailleurs pour assurer son approvisionnement en gaz que l'Allemagne avait soutenu la construction du gazoduc Nord Stream 2, très contestée par les pays à l'est de l'UE qui redoutaient les conséquences de l'accroissement de cette dépendance au gaz russe. L'aggravation des tensions entre l'Ukraine et la Russie à partir de 2014 (annexion de la Crimée et soutien aux séparatistes du Donbass par la Russie) a changé la donne géopolitique. Comment l'UE pouvait-elle reprendre un certain contrôle sur l'exploitation de Nord Stream 2 propriété de Gazprom ? Autrement dit comment l'interprétation du droit sert des objectifs géopolitiques ? (Voir l'article de Ramdani.)

L'électricité nucléaire jouera probablement un rôle de plus en plus important dans la transition énergétique, alors que le développement et la modernisation des réseaux électriques et la production d'énergies renouvelables et de moyens de stockages (batteries) nécessitent l'utilisation de métaux tels que le cuivre¹ et

1. Le cuivre est utilisé dans les réseaux électriques.

le lithium². L'augmentation de la demande mondiale et des prix de ces métaux depuis les années 2000 a de nombreuses conséquences tant pour les pays producteurs que consommateurs. Le Chili, premier producteur de cuivre et second producteur de lithium au monde est donc un cas particulièrement intéressant à étudier (voir l'article de Danino-Perraud, Rey-Coquais et Sérandour). Le poids de l'économie extractive dans l'économie chilienne est si important qu'il oriente le développement territorial national.

Enfin, parmi les ressources naturelles objets de rivalités géopolitiques, il y a le soja dont les surfaces cultivées ont explosé à cause de la forte croissance de la demande liée à celle de la consommation de viande puisque, dans les élevages intensifs, le bétail est nourri avec des tourteaux de soja. « Protéine star du système de production intensive de viande, elle s'est imposée comme un pilier de la sécurité alimentaire mondiale », mais elle est aussi contestée pour ses conséquences négatives sur l'environnement ce qui pousse à la recherche de nouvelles protéines. Or, dans ces alternatives, l'agriculture ne joue plus un rôle central, ce qui à terme, pourrait marquer un possible tournant civilisationnel (voir l'article d'Antoine et Thiercelin).

Les situations de rivalités liées à l'exploitation et au contrôle des ressources naturelles sont extraordinairement diverses et d'intensités variées, allant du conflit local de la répartition de l'eau d'un fleuve dans les canaux d'irrigation qui peut se régler à l'amiable au conflit armé comme dans l'est de la RDC où des centaines de milices armées s'affrontent pour contrôler le trafic illicite des minerais depuis des décennies et ce avec le soutien des gouvernements voisins ougandais et rwandais qui tirent profit de cette économie de guerre pour le plus grand malheur des populations civiles, l'armée congolaise malgré l'appui des forces de l'ONU, étant dans l'incapacité d'en reprendre le contrôle.

Comme pour toute analyse géopolitique celle de la géopolitique des ressources naturelles nécessite donc de raisonner de manière systématique car la production des ressources naturelles nécessite elle-même des ressources notamment énergétiques et hydriques et à plusieurs niveaux d'analyse spatiale en sachant les combiner pour comprendre et montrer la complexité de ces situations. Elle requiert de prendre en compte les rivalités qui s'exercent sur des territoires de toutes tailles et entre toutes sortes de pouvoirs (et pas seulement entre des États) et d'analyser les représentations très contradictoires qui sont à l'œuvre pour nourrir des stratégies de pouvoir pour la gestion des ressources ou compliquer les débats dans les sociétés démocratiques qui se proposent de changer collectivement de modes de vie.

2. Le lithium est utilisé dans les batteries.